

Cette décadence lamentable est bien dans la logique de l'erreur. Quand on est convaincu, en effet, que toute la civilisation doit reposer sur la liberté, on est prêt à répudier tout ce qui restreint l'exercice de cette liberté, c'est-à-dire toute autorité, même la plus légitime, même la plus nécessaire. C'est pourquoi, au cours d'une étude sur Le Play, publiée dans *la Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1912, Émile Faguet ne craignait pas d'écrire, à propos du mot liberté : " Il faut seulement remarquer que, le mot étant amphibologique, comme tous les mots, ce mot de liberté jeté aux foules leur fait croire à une indépendance individuelle, sinon absolue, du moins extrême et qui ne s'arrête ni devant la liberté des autres ni devant l'intérêt de l'État, et voilà pourquoi le libéral, il faut le savoir, même quand on l'est, contient l'individualiste, et l'individualiste contient le libertaire, et le libertaire contient l'anarchiste ; ou plutôt, l'une de ces mentalités peut conduire à l'autre, et celle-ci à la troisième. "

Et voilà pourquoi Léon XIII a condamné le libéralisme doctrinaire, d'une part, et la franc-maçonnerie l'a toujours approuvé et encouragé d'autre part.

C'est, en effet, à l'aide du grand sophisme qui met la liberté au-dessus de la vérité que la franc-maçonnerie amène des hommes publics, même dans des pays catholiques, à préférer l'enseignement d'État laïque à l'enseignement catholique, lequel ne manque jamais de mesurer l'usage de la liberté de penser aux exigences légitimes et souveraines de la vérité, sauvant ainsi les âmes de l'erreur et la société de l'anarchie. Là est la seule liberté raisonnable, puisque c'est là seulement qu'elle s'exerce dans l'ordre pour le bien commun, et donc pour le vrai progrès social. Si l'on veut savoir ce qu'est l'enseignement d'État, qu'on se rappelle ce que devint l'enseignement officiel en Autriche, pays catholique, lorsque, après l'écrasement des armées autrichiennes par l'armée allemande, l'empereur François-Joseph, au lendemain de Sadowa, se tourna vers les libéraux doctrinaires au lieu de continuer sa confiance aux hommes publics catholiques de son royaume, pour demander aux premiers des hommes de gouvernement. Le Concordat avec le Saint-Siège fut abrogé ; et les établissements d'enseignement furent confiés à la direction d'un ministre de l'Instruction publique. L'Université de Vienne ne fut bientôt plus